



Giorgia Meloni après son discours devant le Sénat italien. (ROME, 22 OCTOBRE 2025/STEFANO COSTANTINO/IMAGO)

L'Italie de Giorgia Meloni dopée par l'UE

BILAN Après trois années au pouvoir, la première ministre d'extrême droite loue les mérites de sa politique économique. Or la présumée embellie est surtout financée par les subventions du plan de relance Next Generation EU de Bruxelles

ANTONINO GALOFARO, MILAN

«Vous êtes l'un des moteurs de l'économie nationale, lance une Giorgia Meloni souriante aux membres de Confindustria, le patronat du secteur tertiaire, du tourisme et du commerce. L'Italie enregistre des indicateurs macroéconomiques extrêmement positifs.» L'été n'a pas encore débuté quand la présidente du Conseil dessine ce portrait flatteur de l'économie transalpine.

Premier bénéficiaire

Elle dresse déjà un bilan de ses trois années passées au pouvoir. «Au premier trimestre de cette année, le PIB a augmenté de 0,3% par rapport au trimestre précédent et de 0,7% par rapport au premier trimestre de 2024, faisant mieux que la France et que l'Allemagne», assure-t-elle encore. Derrière ce cadre idyllique, et le discours populiste caractérisant le mandat de la première femme à la tête de la botte, se cache en réalité un pays sous perfusion de l'Union européenne.

Les dizaines de milliards d'euros du plan Next Generation EU, alloués dans le cadre du PNRR italien, le plan national de reprise et résilience, soutiennent à court terme la croissance. Et masque le manque de stratégie du gouvernement de Giorgia Meloni.

L'Italie est le premier bénéficiaire du plan de relance européen, approuvé en 2020. Dotés de près de 200 milliards d'euros (185 milliards de francs) entre subventions et prêts, ces fonds destinés à Rome entre 2021 et 2027 irriguent la construction d'infrastructures, la transition numérique ou encore les investissements énergétiques.

Changement de discours

L'effet positif de ces financements reste néanmoins conjoncturel. «L'économie italienne continue de croître trop peu, analyse l'économiste Francesco Saraceno. Le PNRR a un effet sur le court terme, mais la vraie question est de savoir si cet effet se transformera un jour en effet durable. Les premières analyses montrent que les impacts à long terme seront faibles, car l'argent est distribué de manière dispersée, sans vraiment améliorer la capacité productive» du pays.

La croissance, estimée par l'Institut italien de la statistique autour de 0,5% pour 2025, repose donc sur un socle

fragile. D'autant que la mise en œuvre du PNRR accuse des retards.

Pour le professeur italien partageant son temps entre Sciences Po Paris et l'Université Luiss de Rome, la stratégie économique de Giorgia Meloni s'explique avant tout par le besoin de respectabilité: «Son gouvernement a mobilisé toutes ses ressources pour démontrer au reste des Européens que l'Italie est un pays fiable. Toute la partie anti-européenne de sa plateforme électorale a été gommée, voire carrément éliminée.»

Cette conversion pragmatique s'est traduite par une discipline budgétaire stricte. «Réduire le déficit à 3% du PIB a été sa ligne directrice, poursuit Francesco Saraceno. Cela explique pourquoi tout le monde loue aujourd'hui l'Italie comme un pays responsable. Mais cette politique a un coût. En cherchant à rassurer l'Europe et à réduire les déséquilibres, le gouvernement a bloqué tout projet sérieux de croissance.»

Celle qui est paradoxalement devenue la bonne élève de Bruxelles s'impose des marges de manœuvre étroites, tout en capitalisant sur l'image de rigueur héritée des gouvernements de Giuseppe Conte et de Mario Draghi.

Le ton de la première ministre envers l'Union européenne a donc évolué. «Je vois beaucoup moins de critiques aujourd'hui, observe l'écono-

miste. Et elles ne portent plus sur le fait que Bruxelles «étouffe» l'Italie, mais sur le fait que l'UE n'en fait pas assez pour l'aider.»

Un pays sans locomotive

Ce repositionnement ne s'accompagne toutefois pas d'une vision claire. «Ce que nous avons vu en trois ans, détaille Francesco Saraceno, c'est qu'il n'y a pas une vision du futur. Nous ne comprenons pas si Rome voit son avenir dans les start-up, dans l'intelligence artificielle ou dans les technologies vertes.» Les lois des finances successives se résument donc, selon lui, à «quelques cadeaux fiscaux distribués à droite, à gauche, sans cohérence d'ensemble.»

Giorgia Meloni achèvera son mandat en 2027 et, sauf surprise, remportera les prochaines élections législatives, d'après les prévisions. L'Italie ne sera alors plus dopée par le plan européen. Qu'adviendra-t-il dès lors de sa croissance? Francesco Saraceno n'a pas la réponse.

Mais il dessine un tableau bien moins réjouissant que celui proposé par Giorgia Meloni à la Confindustria avant l'été: «Le risque est de se retrouver avec un pays qui a peu de croissance, une obsession pour les comptes publics, donc ni investissements publics ni privés, et qui perdra en plus sa locomotive, le PNRR.» ■